

# Cahier des Clauses Techniques Particulières



## CCTC : Cahier des Clauses Techniques Communes

### **CREATION D'UNE UNITE DE SOINS ADULTES - HAD AU SEIN DE L'HOPITAL EMILE ROUX (AP-HP)**

**1, Avenue Verdun – 94450 Limeil-Brévannes**

**Mise à jour décembre 2024**

#### **Hospitalisation à Domicile (HAD AP-HP) – *Maître d'ouvrage***

14 rue de Vésale, 75005 Paris

Tél : 06 46 79 52 46 – [olivier.marcarian@aphp.fr](mailto:olivier.marcarian@aphp.fr)

#### **FAM ARCHITECTURES – *Maître d'œuvre***

Parc de l'Écopôle - 42, rue de l'Innovation - 77550 Moissy-Cramayel – 13 Rue Berthelot - 59000 Lille

Tél. : 06 20 34 09 31 - [contact@fam-architectures.fr](mailto:contact@fam-architectures.fr)

## **SOMMAIRE**

<b>1. CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS .....</b>	<b>3</b>
1.1 DEFINITION DE L'OPERATION .....	3
1.2 DECOMPOSITION DES LOTS .....	4
1.3 ÉTAT DU TERRAIN ET DE SES ABORDS LORS DE LA MISE À DISPOSITION .....	4
1.4 REMISE EN ETAT DU TERRAIN .....	4
1.5 ACCES AU TERRAIN .....	4
1.6 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER.....	4
1.7 SERVITUDES AFFERENTES AU PROJET.....	4
1.8 ACCES DU PERSONNEL.....	4
1.9 ACCES CHANTIER.....	4
1.10 NETTOYAGE.....	5
1.11 CONSIGNES PARTICULIERES LIEES AU PROJET .....	5
1.12 COMPTE PRORATA.....	6
1.13 INFORMATION PLOMB.....	6
<b>2. GENERALITES .....</b>	<b>7</b>
2.1 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	7
2.2 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS.....	7
<b>3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>9</b>
3.1 GÉNÉRALITÉS.....	9
3.2 INTERPRETATION DES DOCUMENTS.....	10
3.3 MESURES.....	11
3.4 PLANS D'EXECUTION .....	11
3.5 TRACES ET IMPLANTATIONS .....	11
3.6 ÉCHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES.....	12
3.7 SUJETIONS DIVERSES DANS LES PRIX .....	12
3.8 ÉCHANTILLONS.....	12
<b>4. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX .....</b>	<b>12</b>
4.1 GÉNÉRALITÉS.....	12
4.2 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS.....	13
4.3 PROTECTION DES OUVRAGES .....	14
4.4 NETTOYAGES DE CHANTIER .....	14
4.5 RECEPTION DES SUPPORTS .....	14
4.6 RECEPTION DES OUVRAGES.....	15
4.7 CONTROLES, VERIFICATIONS, RECEPTIONS .....	15
4.8 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES .....	15

### **NOTE IMPORTANTE A TOUTES LES ENTREPRISES**

**Les entreprises sont informées qu'elles doivent répondre à l'appel d'offres conformément au cadre de bordereau du C.C.T.P. en ajoutant tout élément ou modification qui est nécessaire à son étude.**

**Ces compléments sont obligatoirement mis à la fin du cadre de bordereau.**

## **1. CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS**

### **1.1 DEFINITION DE L'OPERATION**

#### **1.1.1 Opération**

Le présent document a pour objet de décrire l'ensemble des travaux nécessaires à une complète exécution des travaux d'aménagement des locaux existants pour l'installation de l'unité de soin « Adultes ».

Le projet se développe dans une partie du RDC du bâtiment présent au Sud-est de l'hôpital. Toutes les installations techniques sont dimensionnées et conçues pour recevoir cette activité dans le respect des règles de l'art et le maintien de l'architecture du bâtiment.

La surface utile concernée par les travaux porte sur environ 420 m<sup>2</sup> aménagés au RDC.

**Les travaux portent sur les points suivants :**

- Travaux de déplombage, dépose et purges des espaces avec mise en décharge.
- Travaux d'aménagement des espaces :
  - ✓ Cloisonnement et réaménagements
  - ✓ Réparation et pose des menuiseries et mobilier
  - ✓ Faux plafonds
  - ✓ Finitions : revêtements et peintures
- Travaux d'installations techniques :
  - ✓ Installation des réseaux, tableau et appareillages électrique CFO/CFA
  - ✓ Installation de la ventilation y compris appareils techniques

**Travaux Hors marché, pris en charge par le maitre d'ouvrage :**

- Révision et mise en marche du chauffage
- Tous travaux de VRD et paysagers (parking, allées, abords, ...)
- Enseignes
- Toutes les démarches auprès des concessionnaires (ENEDIS, fibre optique, assainissement...)
- Enlèvement de tous les objets présents dans les locaux (mobilier, archives, ...)

#### **1.1.2 Situation**

Le site d'implantation du projet est une aile du plateau RDC du bâtiment présent au Sud-est de l'hôpital, ce bâtiment est actuellement occupé partiellement par les services de l'hôpital recevant ou pas du public. Le bâtiment contient des accès sur la voirie intérieure et sur les places de stationnement existantes à proximité du bâtiment.

Le bâtiment est un immeuble R+1+combles techniques dont les étages sont en demi-niveau avec une différence d'environ 2m entre le RDC et le niveau de la rue

L'accès au projet peut se faire depuis la rue par l'escalier et l'ascenseur aménagés à l'entrée. Un accès vers la cour centrale est également présente à travers un escalier extérieur.

Le projet ne prévoit aucune modification de façade.

L'emprise chantier pourra se développer dans la cour et les bureaux riverains sous validation du Moa.

Si nécessaire, un arrêté de voirie sera réalisé par l'entreprise en charge du chantier afin de réserver les places de stationnement nécessaires sur le parking. Ces places seront balisées et fermées à l'accès du public.

## 1.2 DECOMPOSITION DES LOTS

La présente opération est organisée en 2 lots qui se décompose comme suit :

- CCTC : Cahier des Clauses Techniques Communes
- Lot 01 : TCE (tous corps d'état) : lots architecturaux (démolition, plâtrerie, faux-plafonds, menuiseries intérieures, sols et peintures
- Lot 02 : Lots techniques : électricité, SSI, CVC et plomberie

## 1.3 ÉTAT DU TERRAIN ET DE SES ABORDS LORS DE LA MISE À DISPOSITION

L'entrepreneur du lot principal « TCE » prendra en l'état les abords mis à sa disposition. Un état contradictoire avec le maître d'ouvrage sera établi au démarrage du chantier.

## 1.4 REMISE EN ETAT DU TERRAIN

L'entrepreneur du lot principal devra la remise en état des abords, à l'identique de la prise de possession.

## 1.5 ACCES AU TERRAIN

L'accès à la zone de travaux s'effectuera par l'accès principal au site. Les entrepreneurs devront se conformer au règlement intérieur du site et aux dispositions de sécurité exigées par les exploitants.

## 1.6 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

Avant le début des travaux, l'entrepreneur du lot principal devra soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et le C.S.P.S. un plan d'organisation générale du chantier où seront positionnés les emplacements de diverses installations :

- Cantonnement, vestiaires, sanitaires, plan d'aménagement des locaux de la base vie ;
- Zone de stockage, bennes avec clôture.

Ces éléments seront conformes au Plan Général de Coordination émis par le CSPS.

## 1.7 SERVITUDES AFFERENTES AU PROJET

### Eau / Électricité

L'entreprise du Lot électricité installera des compteurs divisionnaires et les consommations seront prévues au compte prorata.

## 1.8 ACCES DU PERSONNEL

- a) L'accès du personnel de l'entreprise se fera par la seule entrée au site
- b) Chaque entreprise est tenue de fournir la liste nominative du personnel amené à travailler sur le site avant le début des travaux.
- c) Les sous-traitants sont soumis aux mêmes exigences.
- d) Si le personnel est amené à travailler de nuit et/ou le week-end, l'entreprise devra effectuer toutes les démarches administratives auparavant et devront justifier des documents demandés au CCAP.
- e) Les accès et la circulation devront rester normalement libres et praticables. Toutes précautions seront prises pour assurer la sécurité des personnes. Les entreprises feront leur affaire de toute injonction éventuelle émanant des pouvoirs publics.

## 1.9 ACCES CHANTIER

- a) L'accès des véhicules des entreprises pour approvisionnement des matériels et matériaux et l'évacuation des gravats se fera exclusivement par l'accès au site.
- b) Interdiction formelle de stationner ou de déposer des matériels et matériaux dans les zones de circulation et parkings hors zone.

- c) L'installation de chantier : emprise du chantier strictement limitée au périmètre indiqué sur le plan d'installation de chantier. A cet effet, la maîtrise d'œuvre sera informée du détail des opérations et sera en droit d'exiger, sans modification du coût des travaux, les protections complémentaires qu'elle estimera nécessaires.
- d) Interdiction de jets par les baies.
- e) Clôture : installée avant le démarrage de chantier.
- f) Stockage : les zones de stockage sont prévues à l'extérieur, mais de toute manière, limitées dans les zones dévolues à cet effet.

## 1.10 NETTOYAGE

- a) **Les abords du chantier** seront nettoyés journalièrement, maintenus en permanence en parfait état de propreté.
- b) **Chaque entreprise doit le nettoyage** des locaux dans lesquels elle intervient ainsi que la sortie de ses gravois. Ces nettoyages seront journaliers.
- c) **La mise en place de bennes** en quantité nécessaire sera prévue et suivie par le lot principal jusqu'à la fin du chantier et devra répondre à toute demande du maître d'œuvre.
- d) **Après constat par le maître d'œuvre** de la mauvaise tenue du chantier et sans réaction des entreprises, ordre sera donné au gestionnaire du compte prorata pour effectuer le nettoyage général du chantier.

Les nettoyages et la sortie des gravois de provenance indéterminée seront effectués par une entreprise spécialisée désignée par le gestionnaire du compte prorata avec l'accord du maître d'œuvre et les frais en résultant seront répartis entre toutes les entreprises intervenant dans le bâtiment.

## 1.11 CONSIGNES PARTICULIERES LIEES AU PROJET

- a) **Pendant la totalité des travaux**, chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux constructions voisines existantes ni aucune gêne pour leurs occupants. Dans le cas contraire, il sera tenu pour responsable des dommages causés et devra en supporter toutes les conséquences.

Il en sera de même en ce qui concerne les voies d'accès et la sécurité du public. Aucun matériau ou matériel ne devra être déposé sur le domaine public ou celui des voisins.

- b) **Les entrepreneurs des lots susceptibles de causer des désordres** aux constructions voisines seront tenus de faire constater, à leur frais, l'état de ces dernières, avant tout commencement d'exécution, dans le but d'éviter des réclamations et pour déterminer les responsabilités afférentes à chacune des parties engagées.

Tous dégâts quels qu'ils soient seront à la charge de l'entreprise responsable.

- c) **Les entreprises** feront leur affaire des nuisances, en réduisant au maximum les bruits, vibrations, poussières, etc., provoqués par leurs travaux ; ces sujétions étant réputées incluses dans la remise de leur offre. Les contrevenants seront donc tenus seuls responsables et assumeront toutes les conséquences financières qui en découleront.

- d) **Cantonnement** : le cantonnement et les bungalows prévus et équipés pour un effectif de 20 personnes sera composé de (voir P.G.C.) : vestiaires, réfectoire, sanitaires, bureau salles de réunions (pour 10 personnes).

La base vie sera installée par le lot principal, gestionnaire du compte prorata.

Les frais d'installation de la base vie et de location (durée environ 3 mois) des bungalows sont compris dans l'offre du lot principal.

Les bungalows seront raccordés en électricité, eau et évacuation par le lot principal.

- e) **Cellule de synthèse** : la cellule de synthèse, dirigée par le lot principal est placée sous l'autorité d'un responsable de cette entreprise. Ce dernier est l'interlocuteur du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et des entreprises.

Il est responsable de l'organisation de la synthèse, de sa planification, de sa qualité. Il participe aux réunions avec les intervenants. Il définit les principes généraux de coordination et gère l'ensemble des moyens de la synthèse.

Fonctionnement de la cellule de synthèse ; elle :

- Établit l'organisation des moyens et méthodes,
- Établit la liste prévisionnelle des plans de synthèse ainsi que leur planning de sortie,

---

### FAM Architectures

- Établit les fonds de plans de synthèse,
- Anime le travail des différents intervenants (par des réunions d'études et de synthèse),
- S'assure de la bonne coordination de l'ensemble des plans produits par les différentes entreprises pour la cellule de synthèse,
- Suit l'évolution des plans de synthèse,
- Arbitre les conflits de synthèse entre les entreprises,
- Fait reprendre les modifications,
- Fait ou fait faire les coupes nécessaires,
- Gère les compilations de synthèse,
- Établit un rapport d'observations des plans émis dans le cadre d'un B.P.E. (bon pour exécution).

f) **Gardiennage** : Le site est autonome et non sécurisé par les services locaux. La sécurité est à la charge des entreprises pendant toute la durée des travaux.

### 1.12 COMPTE PRORATA

La cote part de l'entreprise dans les frais généraux de chantier et le compte prorata sont évalués à 2 %. Le compte prorata comprend :

- Les consommations d'énergie eau, électricité, chauffage ;
- Le nettoyage deux fois par semaine de la base vie ;
- Les nettoyages des abords extérieurs et des escaliers pendant la période du chantier ;
- La mise en place des bennes nécessaires à l'ensemble des corps d'état ;
- La rotation des bennes et la gestion de celles-ci en quantité nécessaire sont prévues au lot principal
- Tous les gravats sont enlevés au fur et à mesure de leur production.

Après constat par le maître d'œuvre, et sans réaction de l'entreprise, ordre sera donné pour effecteur le nettoyage général du chantier aux frais des entreprises.

Le lot 1 principal sera gestionnaire de fait du compte prorata.

### 1.13 INFORMATION PLOMB

Les entrepreneurs sont informés de la présence de plomb. Les travaux d'enlèvement de tous les produits contenant du plomb auront été réalisés par le lot 01 « TCE », avant le début des travaux des autres lots du chantier.

Appliquer la réglementation en vigueur au moment de la réalisation des travaux avec pour appuis :

- Le Diagnostic plomb avant travaux joint au DCE, compris la notice d'information.
- Les guides de prévention :
  - Guide OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr))
  - Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr))

## **2. GENERALITES**

### **2.1 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le C.C.T.P. contractuel.

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires, au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation, et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le C.C.T.P. contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant, et notamment les C.C.T.P. de tous les lots.

A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P. contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du Maître d'œuvre.

### **2.2 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS**

#### **2.2.1 Obligations contractuelles**

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents énumérés ci-après :

- Tous les documents D.T.U. et les documents ayant valeur de D.T.U., qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non.
- Ces documents sont : les cahiers des charges (C.C.) ou cahiers des clauses techniques (C.C.T.), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de D.T.U.
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste.
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise de garantie décennale des ouvrages.
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.
- Tous les documents du présent marché, définis dans le CCAP avec toutes ses annexes (Programmes, autorisations de travaux et les avis de sécurité et d'accessibilité et d'accessibilité, les rapports amiante et plomb, les études techniques, ....)

#### **2.2.2 Connaissance des documents contractuels**

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.



### 2.2.3 Réglementation technique européenne

- Directive concernant les « produits de construction »
  - ✓ Directive 89 / 106 / CEE - produits de constructions, transposée en France par le décret du n° 92-467 du 8 juillet 1992.

Pour le moment il n'existe pas d'obligation d'employer des produits de construction titulaires de la marque de conformité CE.

- Règles « Eurocodes »

Ces règles n'ont pas pour le moment le statut de normes françaises homologuées et ne sont pas documents contractuels du présent marché (sauf spécifications contraires dans le C.C.T.P. ci-après).

- D.T.U. avec statut de norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres Etats de la communauté européenne, les documents techniques unifiés (D.T.U.) prennent progressivement le statut officiel de normes.

Ces D.T.U. à statut de normes sont précisés dans les C.C.T.P. des différents lots ci-après.

Pour certains lots, des normes EN sont visées dans les C.C.T.P.

### 2.2.4 Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P. et les clauses et prescriptions des D.T.U. et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les D.T.U. ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient exercer une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du C.C.T.P. qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du C.C.T.P. qui prévaudront.

### 2.2.5 Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dont notamment les suivants :

- REEF ;
- Code de la construction ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Réglementation accessibilité aux handicapés ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Texte concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

### 2.2.6 N.R.A. Nouvelle réglementation acoustique

Pour les bâtiments autres que d'habitation, trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit respectivement dans les établissements d'enseignement, les établissements de santé, et pour les hôtels fixent des exigences acoustiques spécifiques. Ces



trois arrêtés sont accompagnés de la circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation, parue en même temps au Journal Officiel de la République Française du 28 mai 2003.

Les entrepreneurs devront respecter ces textes dans l'exécution de leurs marchés.

### 2.2.7 N.R.T. 2012/2020 - Réglementation thermique

La réglementation thermique ne s'applique pas à cette typologie de bâtiment (rénovation partielle des espaces existants), du fait de sa grande variabilité d'occupation. Dans ce type de bâtiment, il doit néanmoins être mis en œuvre des stratégies pour prendre en compte les enjeux de réduction de consommation d'énergie.

### 2.2.8 Clause Sûreté

La nature de l'activité développée sur le site, lieu d'exécution de la prestation, impose un système de contrôle des accès au site. Les entreprises doivent s'identifier pour accéder aux sites dès l'entrée au site.

L'entreprise ne pourra en aucun cas justifier d'un quelconque retard par le fait de ne pas respecter les consignes d'accès.

### 2.2.9 Clause Environnement

Sans objet.

## 3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

### 3.1 GÉNÉRALITÉS

#### 3.1.1 Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- Tous les carottages de Ø 300 maximum ou les ouvertures de trémies de 300 x 300 mm maximum ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au Maître de l'ouvrage à la réception des travaux (D.O.E. et D.I.U.O.) ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata 2 % du montant H.T. du marché (montant forfaitaire) ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

### 3.1.2 Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.,
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

### 3.1.3 Démarches et autorisations (si nécessaire)

Il appartiendra aux différents entrepreneurs concernés d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

Ils doivent se soumettre à toutes les vérifications de ces services et obtenir les certificats de conformité.

L'entreprise doit se procurer et remplir les formulaires nécessaires pour la mise en service, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux services intéressés.

### 3.1.4 Liaison entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'entrepreneur du lot principal prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## 3.2 INTERPRETATION DES DOCUMENTS

Les documents écrits et graphiques établis par le maître d'œuvre, ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

---

### FAM Architectures

Avant tout commencement d'exécution, chaque entrepreneur s'assure de l'exactitude des cotes des plans et coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part de ses éventuelles observations au Maître d'œuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que chaque entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. Il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites d'un manque d'indications sur l'ouvrage ou de partie d'ouvrage omis. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou partie d'ouvrage prévus.

En conséquence, et d'une façon générale, chaque entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations mêmes non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des règles de l'art, chaque entrepreneur étant réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots sur ses propres travaux.

### **3.3 MESURES**

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans établis par le Maître d'œuvre.

En cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de cote, l'entrepreneur les signale en temps utile, afin que les précisions complémentaires lui soient données.

L'inobservation de cette clause par l'entrepreneur entraîne sa responsabilité vis-à-vis des modifications nécessaires sur la totalité des travaux mis en cause, y compris toutes incidences sur les autres corps d'état.

### **3.4 PLANS D'EXECUTION**

Chaque entrepreneur produit au Maître d'œuvre tous les plans d'exécution et de détails intéressant la structure des bâtiments.

Ces plans sont accompagnés de notes de calcul correspondantes.

Chaque entrepreneur est tenu de produire les autres plans d'exécution et de détails en temps utile avant tout commencement d'exécution ou mise en fabrication de l'ouvrage considéré, et ce afin d'assurer une bonne coordination entre les corps d'état.

Ces dessins sont cotés avec le plus grand soin, tous les détails utiles y sont consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.

Les plans d'exécution et de détails des ouvrages établis par l'entrepreneur doivent toujours faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent avec figuration des organes de liaison, de fixation, etc. et des compléments d'isolation, d'étanchéité, de rattrapage des tolérances d'exécution des ouvrages contigus, etc. prévus et/ou nécessaires.

Les entrepreneurs demeurent responsables de toutes les erreurs qu'ils auraient pu commettre dans la préparation des plans d'exécution et dessins de détails, ainsi que des erreurs qui peuvent être commises ultérieurement dans l'exécution, attendu que la maîtrise d'œuvre ne saurait être tenue responsable de la non-signalisation d'un oubli ou d'une erreur commise sur un plan d'exécution d'entreprise.

Les plans d'exécution et de détails établis par les entrepreneurs sont fournis à titre gracieux, en nombre d'exemplaires précisé à l'ouverture du chantier, au maître de l'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de Contrôle. La diffusion est simultanée.

Il est rappelé que les dimensions et sections indiquées sur les documents établis par le maître d'œuvre sont à considérer comme des minima. Durant le délai d'étude, les entrepreneurs sont chargés de les contrôler, de les majorer le cas échéant après accord du maître d'œuvre et d'en tenir compte dans l'établissement de leur offre. En aucun cas ces dimensions et sections ne peuvent être minorées sans accord écrit au maître d'œuvre.

### **3.5 TRACES ET IMPLANTATIONS**

L'entreprise devra prévoir dans sa prestation l'implantation du bâtiment avec le recours à un géomètre, les plans seront soumis à validation du Maître d'œuvre avant toute réalisation d'ouvrage.

### **3.6 ÉCHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES**

Chaque entrepreneur doit tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport et le procès-verbal de réception par un organisme agréé de chaque installation.

Chaque entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures.

Chaque entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, le stockage de ses matériaux et fournitures avant leur mise en œuvre.

### **3.7 SUJETIONS DIVERSES DANS LES PRIX**

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions d'exécution telles qu'elles résultent du terrain, des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du planning, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention d'accident du travail, de l'observation des avis formulés par les maître d'œuvre, B.E.T. et bureau de contrôle.

Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités.

### **3.8 ÉCHANTILLONS**

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui font partie de son marché.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

## **4. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX**

### **4.1 GÉNÉRALITÉS**

#### **4.1.1 Qualité des matériaux**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

#### **4.1.2 Produits de marques**

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

#### 4.1.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

#### 4.1.4 Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'œuvre, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

#### 4.1.5 Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le Maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'ouvrage pour accord.

#### 4.1.6 Conformité à la réglementation sécurité incendie

Les entreprises sont informées du respect de la réglementation incendie en vigueur. Le projet est classé ERT et il est inaccessible au public, mais étant situé dans un ERP sans isolement, les règles applicables sont celles de l'établissement classé type U de la 4<sup>ème</sup> catégorie.

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation sécurité incendie, les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

### 4.2 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS

#### 4.2.1 Prescriptions générales

Les entrepreneurs de chaque lot auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Chaque entreprise a à sa charge les percements par carottage jusqu'au Ø 300 ou sciage pour les sections de 300 x 300 mm dans les ouvrages horizontaux et verticaux en béton, béton armé et éléments préfabriqués, murs en parpaings, etc.

Les scellements, rebouchages, etc., seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

Les entrepreneurs des corps d'état secondaires doivent, dans tous les autres matériaux et dans tous les murs, planchers et cloisons existants, les percements et travaux nécessaires à la fixation et au passage de leurs propres ouvrages avec les scellements, bouchements et raccords relatifs. Un soin tout particulier est apporté à l'exécution des façons à réaliser dans les ouvrages devant rester apparents.

#### 4.2.2 Tranchées gaines dans maçonneries et cloisons

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas des cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée des matériaux creux.

#### 4.2.3 Respect des isolements phoniques

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

### 4.3 PROTECTION DES OUVRAGES

#### 4.3.1 Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

#### 4.3.2 Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace. En ce qui concerne les sols souples, la protection pourra être assurée par la mise en place d'un polyane.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épauffrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs et les résidus de colle ou autres devront être nettoyés.

### 4.4 NETTOYAGES DE CHANTIER

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder journellement à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en bennes à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier. Les bennes sont à la charge de chaque entreprise en quantité suffisante pour l'évacuation de leurs propres gravois.

Le nettoyage, après que tous les entrepreneurs ont eu terminé leurs travaux et avant la réception des travaux tous corps d'état au maître d'ouvrage, est prévu au lot principal.

### 4.5 RECEPTION DES SUPPORTS

L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

## **4.6 RECEPTION DES OUVRAGES**

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage à la suite de la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

## **4.7 CONTROLES, VERIFICATIONS, RECEPTIONS**

### **4.7.1 P.V. de résistance au feu.**

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

### **4.7.2 Justification des P.V.**

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

### **4.7.3 Contrôle des DTU**

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

## **4.8 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

Les documents nécessaires seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible en ce qui concerne les plans.

A la réception des travaux, le maître de l'Ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations. Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir : résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe..., Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées (voir CCAP).